

---

# *Dynamiques spatiales et de genre des ouvrières marocaines du textile : un territoire en archipel*

Gaëlle Gillot et Andrea Martinez

---

- 1 « Les espaces ont un sexe, et pour chacun des sexes, un âge », écrivait Françoise Navez-Bouchanine (1992), en guise de clin d'œil à la simplification et aux idées reçues sur les espaces publics des villes marocaines. Dans une perspective intersectionnelle, nous pouvons ajouter qu'ils ont également une classe sociale, une « race » ou une ethnie qui s'articulent entre elles ou « s'entrecroisent », selon l'expression de Crenshaw (2005, p. 56), pour guider les pratiques de ceux/celles qui les fréquentent. Les pratiques urbaines des ouvrières n'échappent pas aux effets conjugués ou interactions de ces marqueurs identitaires. Au cœur de la mondialisation des marchés et de la division internationale du travail, elles participent d'une féminisation de la main-d'œuvre, victime de la logique économique de réduction des coûts qui accentue les conditions de précarité et d'insécurité des emplois à bas salaires des villes du Sud. Les accidents tragiques<sup>1</sup> survenus à Dacca (Bangladesh) témoignent de l'exploitation qui prévaut dans les « ateliers de misère » destinés à approvisionner de grandes firmes multinationales de la confection. À l'instar des ouvrières bangladaises, leurs consœurs marocaines viennent grossir les rangs de ces travailleurs vulnérables au service d'une libéralisation des échanges mue par le principe de l'avantage comparatif. Le textile, un des secteurs prioritaires de la stratégie industrielle du Maroc, recrute massivement des femmes qui constituent 98% de la main-d'œuvre<sup>2</sup>, en majorité des ouvrières non qualifiées. Embauchées par des usines de sous-traitance de la production textile pour l'exportation, elles subissent à leur tour les contrecoups d'une gestion accélérée de la commande et du réassortiment des stocks, dans un contexte de crises financières et de restructuration économique. Malgré leur nombre, peu de recherches leur sont consacrées. C'est le cas de l'ouvrage de Leila Bouasria paru en avril 2013 ou encore de la publication mise en ligne en février 2013 par le Centre Jacques Berque d'une étude quantitative menée par H. Khalil (2013) sur la santé des ouvrières – bénéficiant d'un écho relativement important dans la presse hebdomadaire marocaine.

Une ONG espagnole, Setem, avait également publié en janvier 2012 un rapport sur les conditions de travail des ouvrières de la région de Tanger employées par des usines sous-traitantes pour des marques de prêt-à-porter espagnoles. On voit ainsi que les conditions de travail des ouvrières marocaines du textile suscitent depuis peu l'intérêt de la communauté scientifique et de la société civile. Mais les rares études les concernant semblent négliger leur statut de sujets politiques capables de revendiquer leurs droits, en particulier celui de prendre leur place dans l'espace public.

- 2 Le présent article vise précisément à documenter les stratégies de négociation, plus ou moins conflictuelles, d'accès à la ville de ces femmes grâce à l'analyse intersectionnelle des dynamiques spatiales et de genre qui façonnent leur quotidien. Cette analyse s'appuie sur une méthodologie qualitative combinant entretiens semi-directifs et récits de vie. Une cinquantaine d'entrevues ont été réalisées entre juillet 2012 et avril 2013 auprès d'ouvrières marocaines de plusieurs usines de textile de Rabat et de Tanger, dans le cadre d'un programme de recherche plus vaste<sup>3</sup>. Loin de prétendre à la généralisation, les résultats traduisent les positions situées (Haraway, 1998) résultant de la rencontre intersubjective des chercheuses et des ouvrières. D'une durée d'environ une heure trente chacun, les entretiens ont eu lieu à la sortie de l'usine et parfois, à la demande des ouvrières, à leurs domiciles. Certaines femmes ont en outre accepté de nous revoir plusieurs fois de manière à ce que nous puissions les accompagner dans quelques-uns de leurs trajets en ville. Ce faisant, nous avons pu repérer des lieux qu'elles fréquentent sans qu'elles en parlent nécessairement dans les entretiens, tels que les « laiteries » notamment. Avant de voir comment elles mettent en place des territoires réticulaires en résistant, « s'arrangeant » et négociant avec les différentes pressions sociales, quelques précisions s'imposent sur le choix théorique de l'intersectionnalité et ses applications dans la littérature spécialisée sur la géographie urbaine et les rapports de genre dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient.

## Retour sur l'intersectionnalité

- 3 Formulé par la juriste américaine Kimberlé W. Crenshaw en 1989, le concept d'intersectionnalité est tributaire des réflexions féministes post-positivistes des années 1970 (afro-américaines, hispano-américaines, *queer* et postcoloniales notamment), premières à théoriser<sup>4</sup> l'imbrication — ou intersection — des rapports de pouvoir qui façonnent la trame des inégalités. Questionnant les explications prétendument universelles sur l'oppression des femmes vues comme un groupe homogène victime d'un même système patriarcal, leurs travaux rompent avec l'idéal féministe occidental d'une sororité lisse et solidaire (Collins, 1990 ; bell hooks, 1984 ; Mohanty, 1988). La déconstruction de l'identité « Nous les femmes » ouvre une brèche dans l'épistémologie de la domination en dévoilant les logiques et processus de hiérarchisation sociale et ethnico- raciale du féminisme de la « blancheur », selon l'expression de Kebabza (2006).
- 4 Si toutefois la critique intersectionnelle s'élabore dans le champ des mouvements sociaux, son analyse de la colonisation discursive des catégories exclusives (le sexe, la « race », la classe) emprunte des voies distinctes selon qu'elle opère d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique. Comme le soulignent Jaunet et Chauvin (2012, p. 6), tandis que « la race apparaît comme l'instrument critique dominant des mobilisations aux États-Unis, c'est en France la classe qui représente le référent principal des mouvements de libération des années 1970 ». En découle une problématisation différente de la domination, faisant écho

à des traditions politiques distinctes, mais aussi à des stratégies d'émancipation variées et informées par des préoccupations épistémologiques spécifiques.

- 5 Au-delà de l'effervescence intellectuelle du débat, notre défi est de repenser l'intersectionnalité à l'aune des articulations entre les rapports sociaux de sexe, de classe et d'inscription territoriale dans la cité<sup>5</sup> (quartiers populaires/quartiers aisés), de manière à mieux cerner les luttes et négociations des ouvrières pour faire accepter leur place dans la ville et s'y maintenir. Une démarche contextualisée qui, partant des trois appartenances identitaires retenues, promet de faire émerger des expériences historiquement et géographiquement localisées, sans toutefois prétendre traduire tous les croisements possibles entre les différentes formes d'exclusion et d'inégalité en jeu. D'autant qu'à ce jour, à quelques exceptions notoires près (Abu-Lughod, 2008 ; Semmoud, 2012 ; Saïdi-Sharouz et Guérin-Pace, 2011), les travaux empiriques effectués dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient semblent échapper au prisme de l'intersectionnalité.
- 6 Une revue préliminaire de la littérature spécialisée, comprenant principalement des monographies et quelques articles de facture sociologique et politique, tend à montrer la persistance de représentations binaires puisant à même un discours orientaliste (Said, 1978) que reprennent à leur compte des femmes des sociétés colonisées. Ainsi, Moghadam (2007, p. 15) justifie la nécessité de réformer les lois et politiques discriminatoires envers les femmes en usant d'une naturalisation des rapports sociaux qui prive ces dernières d'un minimum d'« agency » (ou pouvoir décisionnel) : « Cette tutelle des hommes sur les femmes au sein de la famille s'étend à la sphère publique, où ce sont les hommes qui décident de tout ». Des propos qui évoquent la représentation que dès 1972 Bourdieu proposait sur le rôle du « consentement à la domination » des femmes kabyles.
- 7 « L'erreur outrancière de cette affirmation, écrit Lacoste-Dujardin, m'est alors apparue en telle contradiction avec ma propre connaissance de la société et de la culture féminine kabyles que j'ai aussitôt entrepris de démontrer l'étendue de la “science des femmes”, et les réels contre-pouvoirs qu'elles exercent en maints domaines » (Lacoste-Dujardin, 2010, p. 77).
- 8 De surcroît, le recours à des catégories d'analyse unidimensionnelles, détachées de leur caractère historique et social, reproduit une vision utopique des Lumières et de la modernité, qui a souvent pour arrière-plan un ordre hiérarchique ethnocentrique et hétéro-normatif des rapports sociaux. S'appuyant sur l'étude de Hatem (1993), Rodary (2007, p. 754) précise que la modernité y « est toujours associée à une amélioration de la condition des femmes, tandis que la seule cause des inégalités de sexe serait “la tradition” – qu'elle soit perçue comme méditerranéenne, moyen-orientale ou musulmane ». En témoigne l'ouvrage *La condition de la femme marocaine* de Combe (2001) où patriarcat, tradition et restrictions codifiées font barrage à l'accès des femmes à un espace public aux contours délimités par les pesanteurs de la législation juridique nationale (Code du Statut Personnel ou *Moudawana* de 1993) d'une part, et l'adhésion à un certain nombre de conventions internationales relatives aux droits humains d'autre part. Bien que l'auteure se défende de construire un « archétype de la femme marocaine », ajoutant à juste titre que « le fossé est grand entre la femme urbaine et la femme rurale, l'universitaire ou l'analphabète » (2001, p. 12), les femmes dont il est question, et par qui devrait venir le changement juridique et politique réclamé, représentent les élites modernistes, intellectuelles et universitaires. Or, comme en témoignent dans leurs travaux Zerari et Bessis, parmi d'autres, le changement social ne repose pas que sur l'éveil d'une

bourgeoisie urbaine éduquée. Déjà dans le Maroc des années 1950, « en milieu populaire ou périurbain, (...) le travail salarié des femmes (1 sur 8) révèle au grand jour une catégorie, nouvelle et numériquement significative, de femmes chefs de famille » (Zerari, 2006, p. 68). Constituant aujourd'hui près du quart de la main-d'œuvre salariée, elles sont « souvent les seules de la famille à avoir un salaire régulier, ce qui leur donne un pouvoir inédit. Elles n'en profitent pas toujours, loin de là, mais elles pourraient le faire, c'est là le danger », renchérit Sophie Bessis (2009, en ligne).

- 9 À mesure que la grande ville industrialisée ouvre la voie à d'autres transformations sociales (accès des femmes à l'éducation, à la contraception, aux sphères de la politique), les mobilisations féministes se font de plus en plus larges contribuant aux réformes de la *Moudawana* (2004), du Code du travail (2004), des Codes pénal et de procédure pénale (2003, 2002). L'accès de plus en plus « répandu » des femmes à l'espace public (en raison notamment des réformes législatives, des impératifs économiques et de l'évolution des mentalités dans certaines couches de la société marocaine<sup>6</sup>) demeure cependant abordé sous l'angle des luttes contre l'hégémonie masculine, ce qui est insuffisant pour dévoiler la diversité et la complexité des rapports sociaux et des référentiels identitaires. Les femmes qui n'entrent pas dans la norme (en raison de leur identité sexuelle, de leur pratique religieuse ou de leur statut social ou matrimonial par exemple) sont de ce fait condamnées à la marginalité, à l'exclusion et au silence. Une lacune que Roussillon et Zryouil (2006) parviennent partiellement à combler en dénonçant le rôle des élites qui sous-estiment « une interprétation religieuse-populiste de la question féminine, qui conforte la culture masculine traditionnelle et trouve écho auprès de larges secteurs de la population féminine n'ayant pas tiré profit des avancées de la modernisation et ne se sentant pas le moins du monde concernés par les enjeux auxquels sont attachées les élites féminines, voire qui les considèrent comme allogènes, véhiculant des idées importées » (p. 131).
- 10 Laissant de côté la dynamique des identités sexuelles, leur interprétation des présumés « choix insolubles » enferme en outre les militantes des droits des femmes dans une position aussi singulière qu'insoutenable : « être d'abord femmes, ou d'abord citoyennes de leur pays, ou d'abord musulmanes, ou d'abord membres de tel ou tel parti politique » (Détrez, 2007, en ligne). Certes, il n'est pas question de gommer la « diversité constitutive des femmes » (Fougeyrollas-Schwebel et coll., 2005, p. 5). Mais reconnaître la pluralité des réalités, sans essentialiser les membres d'un groupe donné, autrement dit sans présumer que celles ou ceux-ci partagent les mêmes expériences, espaces, visions et priorités, exige une nouvelle façon d'appréhender la fluidité des rapports de pouvoir (Morris et Bunjun, 2007). Dès lors que les femmes sont membres de plus d'une communauté à la fois, elles peuvent simultanément vivre la discrimination et exercer un privilège (Bilge, 2009), comme nous chercherons à le montrer dans notre étude sur les ouvrières du textile au Maroc. D'où l'intérêt de replacer les concepts de pouvoir et de résistance au centre de l'analyse intersectionnelle des rapports sociaux.

## Interactions spatiales, pouvoir et résistance

- 11 Bien qu'encore marginales, des recherches guidées par une lecture alternative des rapports de genre dans les pays arabo-musulmans offrent la possibilité de mieux comprendre les actes de résistance au quotidien de diverses catégories de femmes de ces sociétés. Ainsi, partant d'observations effectuées auprès de la tribu bédouine égyptienne

Awlad'Ali, le travail ethnographique de Lila Abu-Lughod (2008) dévoile les négociations et reconfigurations du pouvoir à l'œuvre dans les stratégies d'émancipation individuelle et collective des femmes de cette population. En particulier, à la vision totalisante des femmes arabes comme victimes de la domination masculine, elle oppose différentes pratiques traditionnelles de résistance leur permettant d'interagir avec le pouvoir patriarcal, sinon le subvertir, notamment « l'appropriation de la répartition des espaces sexués en maîtrisant et en protégeant l'espace des femmes (lieu des secrets, des interdits, etc.), les résistances et refus de mariages arrangés, les moqueries sur les hommes et la masculinité ; ou les formes plus actuelles comme le port de vêtements islamiques ou la consommation de masse, sujets à de nouvelles formes de restriction et de contrôle sur les femmes » (cité dans Marteu, 2011, p. 66).

- 12 Dans la même veine, Nora Semmoud (2012, p. 37) s'appuie sur des enquêtes ciblant des femmes de classes émergentes (le plus souvent diplômées et disposant d'un revenu régulier) de plusieurs villes maghrébines (Casablanca, Rabat, Marrakech, Oran, Alger, Tunis et Sousse) pour montrer la « dynamique d'amalgames au sein de laquelle la tradition est réinterprétée et sa reformulation (entremêlée) avec le neuf, dans une sorte de révision des modes de vie modernes ». Une logique de bricolage bien connue des femmes chez qui les rapports à la famille, à la ville ou encore au travail et à l'action collective traduisent une tension permanente entre la volonté d'affirmation et les contraintes sociales. Si celles-ci prennent plus de risques dans les espaces urbains, et plus généralement dans l'espace public, leurs stratégies d'autonomisation procèdent d'une manipulation de l'ordre symbolique dominant, au premier chef l'appropriation à leur façon des codes « traditionnels », tel le port du voile pour (re)trouver ou exercer la liberté d'accès et de pratique de l'espace urbain.
- 13 Le thème du risque apparaît d'ailleurs comme une préoccupation récurrente dans les études sur le genre et les interactions spatiales. Comme le précise Marylène Lieber (2011), ce sentiment d'insécurité, loin d'être « une vulnérabilité naturelle ou essentielle des femmes », est « partie intégrante de la construction socio-sexuée des identités » : « les peurs éprouvées par les femmes ne proviennent pas seulement de l'intériorisation de ces représentations, mais sont liées à l'expérience quotidienne des espaces publics ». Or cette intériorisation, qu'elle soit basée sur des faits réels ou des rumeurs plus ou moins fondées, contribue à structurer la participation des femmes à la géographie humaine de la ville, laquelle « se fait au prix d'une négociation quotidienne pour maintenir et étendre leur mobilité », ajoute Saïdi-Sharouz (2004, p. 452). S'appuyant sur l'appropriation féminine des espaces à Téhéran, l'auteure pousse plus loin l'analyse en montrant qu'il y a autant de pratiques féminines de la ville que de situations individuelles. Telle est aussi la conclusion de l'enquête de Monquid (2008) sur les rapports des femmes marocaines à la ville. Bien qu'ici l'auteure n'hésite pas à saisir la visibilité des femmes à partir d'une typologie de « pratiques communes » qualifiées de *traditionnalistes*, *en transition* (ou du compromis) et de la *modernité* qui, tout en reconnaissant l'hétérogénéité des femmes, n'en est pas moins problématique dès lors que la modernité sert d'étalon de l'émancipation. Beaucoup plus prometteuse nous semble la proposition de Saïdi-Sharouz et Guérin-Pace (2011) voulant que « les femmes inventent des espaces "intermédiaires", entre espaces privés et espaces publics, qui leur permettent de concilier ce paradoxe entre le droit à la ville et l'interdiction d'une trop grande visibilité ».
- 14 Une autre entrée importante pour déchiffrer l'inscription spatiale des femmes dans la ville est celle des différentes formes de gestion au quotidien des défaillances dans les

infrastructures et les services urbains : depuis le balayage du *derb*<sup>7</sup>, en passant par l'évacuation des déchets, l'approvisionnement en eau et en sources d'énergie, jusqu'aux solutions de fortune pour parer à la promiscuité dans les logements surpeuplés, au manque d'éclairage des rues ou encore à l'inadéquation des transports en commun aux horaires et trajets généralement inadaptés, parmi d'autres. Or, rappelle Walter Lanchet, ces tâches sont le plus souvent effectuées par les femmes, tandis que « les initiatives individuelles ou collectives prises dans ce domaine sont encore attribuées aux hommes » (cité dans Bodinier, 2010).

- 15 Fruit d'une division inégale du travail selon le genre, les utilisations sexospécifiques de la ville entraînent en outre un « ajustement invisible des femmes » (Hainard et Verschuur, 2004), imposant à ces dernières un fardeau de travail alourdi en raison de responsabilités productives, reproductives et communautaires accrues, aux effets néfastes sur leur santé et celle de leurs enfants. Un phénomène qui s'accuse dans le cas des ouvrières du textile contraintes à négocier au quotidien la conciliation des rôles à l'usine et à la maison lors même que des salaires de misère compromettent leur projet d'autonomisation économique (Bouasria, 2013). De fait, l'enquête « Corps, santé et pénibilité du travail des ouvrières à Casablanca » (Khalil, 2013) confirme la vulnérabilité de ces femmes qui vivent une dégradation de leur situation physique, sociale et mentale rappelant à maints égards les romans naturalistes de Zola. Pourtant, les ouvrières ne sont pas de simples victimes. Comme on le verra dans les prochaines sections, elles sont aussi, pour paraphraser Lacombe et coll. (2011), des actrices qui s'expriment, négocient des arrangements et s'accommodent d'autant mieux de différents répertoires d'action qu'elles-mêmes sont prises dans des rapports de pouvoir à plusieurs niveaux.

## Profil des ouvrières : entre domination et résistance

- 16 Sans grande surprise, nos entretiens révèlent des trajectoires à l'intersection de plusieurs systèmes de domination. Qu'elles aient 20 ou 45 ans, ce sont partout les mêmes yeux cernés de femmes prématurément usées par des journées de 10 heures, cinq par semaine, à effectuer des tâches souvent au-delà de leur capacité physique. Toutes les femmes rencontrées se plaignent de varices, de maux de dos, d'allergies, de problèmes respiratoires, de surdité, de rhumatismes ou de migraines. Toutes ont des maladies chroniques étroitement liées aux conditions de production à l'usine. Car, à la division internationale du travail fondée sur un modèle patriarcal qui les confine aux activités mal payées, se superpose un modèle de privilèges de classe, reconnaissable aux abus des contremaîtres, hommes et femmes généralement corrompus, mais aussi à la discrimination socioéconomique qui dès leur enfance grève ce qu'Amartya Sen (1993) qualifie de « capacités ». Pour la plupart analphabètes (de nombreuses ouvrières ont dû abandonner très tôt l'école, parfois à l'âge de 13 ans voire avant), certaines sont en outre sujettes à une stigmatisation sociale en raison de leur origine géographique (la campagne, vue comme l'antithèse de l'urbanité et des codes de bonne conduite et de modernité qui y sont associés<sup>8</sup>) ou encore de leur statut civil (mères célibataires, veuves ou divorcées).
- 17 Situées au bas de l'échelle sociale, elles connaissent des conditions de travail qu'elles n'exercent cependant pas dans la méconnaissance de leurs contraintes, loin s'en faut : cadences infernales, fatigue intense, harcèlement, insultes, coups, restrictions dans les déplacements ne sont pas acceptés passivement par les ouvrières. Avec le sentiment de ne pas avoir d'alternatives pour gagner leur vie, elles savent s'organiser et mettre en place

des stratégies de résistance, de détournement ou de compensation. Parmi ces stratégies, les plus structurées sont les actions militantes, en particulier les manifestations et les mouvements de grève auxquels participent activement certaines des ouvrières que nous avons rencontrées à Rabat. Notons que ces femmes, qui ont occupé leur usine jour et nuit pendant huit mois afin d'obtenir l'application de leurs droits, ont obtenu d'une décision de justice la vente des machines et la récupération des salaires et primes qui leur sont dus. Ces ouvrières ont également défilé le 8 mars 2013 à l'occasion de la Marche des femmes à Rabat pour manifester leur détermination à aller jusqu'au bout de leur mouvement et pour médiatiser leur lutte pour le respect du code du travail. Moins spectaculaires car elles se manifestent au quotidien, mais également porteuses de changement social, sont par ailleurs leurs stratégies d'accès à la ville. Qu'elles soient individuelles ou collectives, celles-ci protègent leur part d'autonomie et de personnalité (Borgeaud-Garciandia, 2009) grâce à laquelle les femmes se sentent des sujets, maîtresses de leur vie et de leur choix, dans la limite, ajoutent-elles, de « leur destinée tracée par Dieu ». Cette référence religieuse est en effet largement invoquée par les ouvrières tantôt par simple habitude de langage (« *inch 'allah* », « *el hamdulillah* ») tantôt par profonde croyance.

## Au-delà du binôme tradition-modernité, des espaces intermédiaires d'autonomie

- 18 Dans de précédentes recherches, la conclusion s'était déjà imposée qu'on ne peut pas appliquer aux femmes marocaines une grille d'analyse binaire et simpliste du rapport à la ville, qui dans une perception « traditionnelle » des sociétés enferme les femmes à la maison et attribue les espaces publics aux hommes (Gillot, 2005). Un tel découpage privé/public est à nouveau contredit par la territorialisation des ouvrières, de plus en plus visibles dans la ville, y compris à des heures où il est « mal vu pour une femme » de se trouver dans la rue (après le coucher du soleil). De fait, leur mobilité est dictée par des heures de travail à l'usine parfois très matinales ou encore des sorties tardives après des heures supplémentaires pour terminer une commande qui n'attend pas. Fondamentalement, elles estiment que leur présence dans la ville est justifiée par le fait que ce faisant elles gagnent l'argent du foyer. La légitimité que confère l'argument financier sert alors à redessiner les contours de l'acceptation sociale des femmes dans l'espace urbain par un effet d'accoutumance global, mais aussi du risque qu'elles doivent courir en investissant la ville. Simultanément, le travail à l'usine entraîne une recomposition progressive des rôles familiaux et par là même des changements en cours des rôles sociaux. Par leur demande et leur impératif croissants de mobilité, les ouvrières font émerger de nouveaux espaces dans lesquels elles négocient leur liberté d'accès à la ville. Loin de questionner les rapports de pouvoir dans l'espace domestique, leur négociation de l'espace public s'appuie au contraire sur la volonté de se conformer à un modèle de « féminité idéale », à savoir celui de « l'épouse irréprochable et de la mère accomplie ». Les ouvrières n'hésitent d'ailleurs pas à faire passer les besoins de leur famille avant les leurs. Elles se révèlent des actrices de la fabrique urbaine notamment par les choix résidentiels qu'elles défendent, en particulier au nom de l'espoir qu'elles mettent, non pas dans leur propre avenir, mais dans celui de leurs enfants ou de ceux qu'elles auront un jour. « Pour moi c'est fini, soupire Bouchra pourtant âgée de 40 ans seulement, mais je souhaite le mieux pour mes enfants. Et le mieux ce serait un bon

logement [...] même si le quartier est mélangé ». Leurs pratiques récurrentes sont constitutives d'une réinterprétation de la ville, permettant la mise en place d'espaces intermédiaires, à la fois lieux familiaux, d'évidement et de déconstruction des ségrégations et obligations, spécialement de sexe (Studer, 2011). Par un processus d'amalgame des situations, des valeurs en évolution et d'adaptation par « petites transgressions » (Baudrillard, 2003), les ouvrières jouent et déjouent la tension entre d'une part, le modèle « traditionnel » de société, défendu notamment par une mouvance politique religieuse, selon lequel les hommes et les femmes ont des rôles complémentaires distincts et rigides (les premiers doivent pourvoir aux besoins économiques du foyer tandis que les secondes, prises en charge, tiennent la maison, s'occupent des enfants et donc ne sortent pas ou peu) et, d'autre part, le modèle « moderne », soutenu notamment par le mouvement des féministes historiques, voulant que les rôles entre les sexes soient davantage partagés et favorisant l'adoption de pratiques sociales nouvelles (depuis la mode vestimentaire « à l'occidentale » jusqu'au fait de laisser sortir ses filles seules par exemple<sup>9</sup>). Or, loin d'être figées, tradition et modernité constituent des catégories mouvantes comme l'illustrent les travaux de Nilufer Göle (1993) sur la dynamique d'expansion du port du voile en Turquie. Aux antipodes d'une vision passive l'associant de facto à l'oppression patriarcale, le voile comme acte de résistance brouille ici la dichotomie stéréotypée « modernité-tradition », justifiant entre autres la revendication d'une plus grande mixité des sexes dans les espaces publics. Dans le cas des ouvrières avec lesquelles nous nous sommes entretenues, plus que de « tradition » ou de « modernité », termes auxquels elles font rarement référence, il s'agit principalement d'investir l'espace public pour contribuer au mieux-être de leurs familles sans pour autant déroger au modèle identitaire du féminin perçu comme « idéal ».

- 19 Conscientes de leur inscription dans un système de normes sociales très contraignantes, les ouvrières souhaitent se conformer à la bienséance et à « l'honneur ». Elles souhaitent également être dignes et reconnues dans leur rôle d'épouse-mère-ménagère, rôle reproductif qu'elles ne remettent presque jamais explicitement en question, sauf dans des moments d'extrême fatigue à l'occasion desquels elles prononcent des mots très durs : « parfois je maudis le fait d'être une femme, que je me sois mariée et d'avoir fait des enfants. En vérité, je n'ai plus de vie ; on dirait que je suis une machine qui n'arrête que pour fermer les yeux quelques heures » soupire Fatima, couturière de 35 ans. Mais en général, au contraire même, nombreuses sont celles qui souhaiteraient arrêter de travailler et « rentrer à la maison ». Néanmoins, étant dans bien des cas seules à fournir un salaire au foyer, elles se retrouvent dans un rôle paradoxal qu'elles n'avaient pas anticipé : être en position de décider, tout en ne souhaitant en aucun cas remettre en cause les valeurs qu'elles ont intégrées. Devoir assumer seules les besoins de leur famille (enfants, conjoint, mais également souvent parents, frères et sœurs) leur confère une nouvelle autonomie dès lors qu'elles gèrent elles-mêmes leur salaire, et elles n'hésitent pas à exiger de le dépenser comme elles l'entendent, quitte parfois à taper du poing sur la table quand leurs projets ne sont pas mis en œuvre.
- 20 L'investissement qui est leur priorité est l'acquisition d'un logement et elles jouent un rôle déterminant non seulement dans le type de logement à acquérir, mais aussi dans sa localisation qui doit in fine œuvrer à la promotion sociale ; ce que Françoise Navez-Bouchanine avait déjà montré pour les bidonvillois marocains (1991) et qu'ont confirmé, entre autres, Safaa Monquid (2011) auprès de femmes de milieux sociaux défavorisés et Nora Semmoud (2012) auprès de femmes de milieux intermédiaires en ascension sociale.

## La propriété comme point d'ancrage à la ville

- 21 De façon unanime, les ouvrières font de l'accès à la propriété leur point d'ancrage dans la ville. Elles construisent leur territoire à partir de leur logement, et l'objectif obsessionnel de la propriété foncière est un premier pas dans le sens de leur autonomisation. Une fois cette insécurité profonde surmontée, elles se sentent davantage appartenir à un quartier et à la ville, ce qu'exprime Rajaa en creux : « Je suis toujours locataire. Ça fait vingt ans que je suis venue ici de mon douar pour me marier et puis j'ai commencé à travailler dans une usine parce que mon mari n'avait pas de travail. Mais je ne connais pas Casa, c'est une grande ville ! Je ne suis pas d'ici ! »
- 22 De plus, les ouvrières du textile rencontrées cherchent à habiter le plus près possible de « leur » usine. La première raison est qu'elles évitent ainsi des frais de transport qui grèvent leur budget et qu'elles peuvent ainsi dépenser à autre chose comme aux frais scolaires pour les enfants ou encore en achetant de la viande rouge un peu plus fréquemment. Naïma, ouvrière de 36 ans dans une usine en grève de la zone industrielle de Rabat, gagne un salaire mensuel qui varie selon les heures supplémentaires effectuées de 1800 à 2000 dirhams<sup>10</sup>. Elle paie 500 dirhams de loyer, en envoie 600 à sa sœur qui s'occupe de sa fille de treize ans qu'elle lui a laissée pour venir travailler à Rabat, en donne 200 à sa mère pour l'aider. Bref, dit-elle : « Je me débrouille avec le reste. Tu sais nous les Marocaines on a l'art de gérer le budget. (...) Je remercie Dieu d'habiter à côté de l'usine où je travaille, sinon j'aurais d'autres dépenses dont je n'ai pas besoin. » Même constat pour Aïcha : « Je suis chanceuse car j'habite près de l'usine et je me déplace à pied. Autrement, j'aurais gaspillé une grande partie de mon salaire dans le transport. » C'est que ces dépenses de transport coûtent 150 dirhams (13,50 €) par semaine à Zahra qui habite Salé. Ainsi, le choix du quartier d'habitation dépend très souvent de la localisation de l'usine.
- 23 Par conséquent, les ouvrières se retrouvent, pour beaucoup d'entre elles, domiciliées dans les quartiers très bon marché qui entourent les zones d'usine, ce qui leur permet aussi de faire des projets d'achat même si pour cela elles doivent s'endetter à vie. À l'inverse et toujours pour des raisons économiques, les femmes qui cherchent du travail dans l'industrie du textile, vont tenter de trouver une place dans l'usine la plus proche de chez elles, parfois malgré sa mauvaise réputation auprès des ouvrières (le plus souvent en raison du non-respect des droits ou encore de la dureté des relations de travail), en faisant du porte-à-porte et quitte à payer un « droit d'entrée<sup>11</sup> » au contremaître pour obtenir le poste. Toutes les ouvrières n'habitent cependant pas près de l'usine car au fil du temps, des mariages, des décès, et en fonction des périodes de chômage et de la difficulté à trouver un nouvel emploi, elles sont amenées à se déplacer dans d'autres quartiers dont elles ont entendu parler. C'est ainsi que des ouvrières licenciées à Salé sont venues chercher du travail dans la zone industrielle de Rabat (et inversement), que d'autres, connaissant une personne embauchée à Témara<sup>12</sup> ont réussi à y décrocher une place aussi. Ces changements de lieu de travail, relativement fréquents en raison de l'instabilité des activités dans le secteur du textile, n'entraînent pas nécessairement un changement de domicile même s'ils compliquent singulièrement le quotidien et alourdissent le budget destiné au transport. Il faut ici noter aussi le sentiment de « travail provisoire », répandu chez les ouvrières (que constate également l'étude de Bouasria (2013)) qui sont très nombreuses à espérer arrêter un jour de travailler, une fois

améliorée leur situation financière. En revanche, des changements majeurs ont lieu de temps à autre : une ouvrière de la zone industrielle de Rabat, en grève depuis trois mois avec ses collègues pour l'application de leurs droits, a prévu de partir chercher du travail à Tanger si le tribunal ne leur donne pas raison. Mais elle reste une exception. Envisager ce changement radical ne lui est possible que parce qu'elle est encore célibataire et se perçoit comme d'autant plus mobile qu'elle était déjà partie seule de son douar pour venir travailler à Rabat.

- 24 Le temps du trajet et la difficulté de circuler constituent la seconde raison qui détermine la localisation de leur habitation. En effet, elles doivent se présenter à l'usine à huit heures exactement, tout retard entraînant une pénalisation sur salaire. Parfois, quelques minutes suffisent pour qu'elles se voient déduire une journée entière de travail sur leur fiche de paie. En habitant à proximité, elles limitent les imprévus liés aux déplacements et donc les risques de retard, alors qu'en habitant loin, elles connaissent des tensions nerveuses très importantes lors de leurs trajets domicile-travail :
- 25 « Le trajet entre Rabat et Salé dans les heures de pointe est un enfer. C'est très difficile d'arriver à huit heures et l'usine ne tolère aucun retard. Si je sors de chez moi à 7 heures, je ne trouve pas de moyen de transport car les bus viennent archi-pleins depuis leur terminus. Et sortir à 6 heures ou 6 heures 30 m'expose à beaucoup de risques. J'ai été plusieurs fois agressée dans mon quartier et dans le quartier où je travaille (...). Cela fait plus de trois ans, cinq ouvrières et moi puisque nous habitons dans le même quartier, nous avons opté pour un taxi que nous payons chaque semaine. C'est très bénéfique pour nous au niveau du gain de temps et de notre sécurité, mais c'est très cher à payer », témoigne Zahra.
- 26 Certaines ne peuvent pas collectivement engager de taxi parce qu'elles sont isolées dans leur quartier. Alors elles prennent le bus qui est la façon la moins onéreuse de se déplacer en empruntant les moyens de transport. Mais les défis sont alors vraiment importants pour réussir à arriver à l'heure, et entrer dans un bus bondé relève de la gageure. Fatima, originaire de Témara, témoigne qu'il y a quelques mois, alors qu'elle cherchait à monter dans un bus bondé un homme lui a dit : « Tu veux l'égalité en allant travailler, alors bats-toi à égalité pour entrer dans le bus. » Ce jour-là, Fatima a pensé chercher du travail dans une usine à Témara.
- 27 Le coût du transport est ainsi déterminant dans le choix de leur quartier d'habitation, mais également le temps qu'elles y passent, car une fois rentrées à la maison, elles doivent accomplir toutes les tâches ménagères du foyer pour lesquelles il semble exceptionnel qu'elles reçoivent de l'aide régulière de leur conjoint<sup>13</sup>. Or les journées de travail occupent déjà dix heures de leur quotidien auxquelles il faut ajouter pour certaines encore une à deux heures de trajet par jour. Autant dire que ces doubles journées entament gravement la durée de leurs nuits de repos.

## Parer au risque pour protéger l'honneur

- 28 Que leur domicile se trouve à proximité de l'usine ne les protège cependant pas des agressions ou du harcèlement sexuel, physique ou verbal. Leur perception de la ville est structurée par le sentiment d'insécurité qui les habite dans leurs déplacements. En particulier les femmes « sans homme » disent se sentir « vulnérables » face aux risques d'agression. Leur pratique de la ville est alors guidée par une sorte de carte mentale très

précise de leur vulnérabilité. Certains quartiers sinon certaines rues sont « sûrs » selon elles et elles pourront prendre l'initiative d'y aller, d'autres ne le sont pas et il n'est pas question de s'y aventurer, même accompagnées. Les trajets entre leur domicile et l'usine, particulièrement lorsqu'ils sont effectués à pied, sont constellés de repères liés à la perception d'un danger potentiel. Ainsi Bouchra, lors du parcours commenté effectué avec elle, raconte : « Tu as vu l'endroit où se sont assis les deux garçons ? C'est l'endroit où sont toujours les agresseurs. Quand on passe ici on n'est pas tranquille. Un de ces agresseurs est de la famille de ma belle-famille. Donc il me connaît et moi aussi. Il est allé en prison. Mais moi il ne me fera rien. » Un peu plus tard elle ajoutera : « Ici dans cette portion de route, il n'y a pas beaucoup de lumière le soir. C'est un chemin où il faut connaître les gens. » Paradoxalement, les ouvrières disent se sentir en sécurité dans leur quartier, tout près de l'usine, alors que beaucoup d'entre elles relatent de nombreuses histoires d'agression, de tentatives de viol et de vols sur le chemin qui sépare leur domicile de l'usine. En réalité, c'est l'interconnaissance qui semble leur donner le sentiment d'être à l'abri d'une agression : « C'est ma tante qui habite là, dans cette maison où il y a des tapis rouges [et qui donne sur la rue principale]. Et j'ai un frère qui est marié et la famille de la femme de mon frère est ici dans ce coin-là (elle montre une maison de l'autre côté de la rue). Je passe ici entre les mains de ma famille ! », de conclure Bouchra. Pourtant le sentiment de protection est très relatif puisque dès qu'on s'éloigne du micro-espace familial, la peur reprend le dessus. Pour parer aux risques d'agression, les ouvrières s'organisent. Dans une usine de la zone industrielle de Rabat particulièrement défaillante en matière de transport, elles se sont regroupées pour passer un contrat avec une société privée de minibus qui effectue depuis trois ans des rotations, le matin entre différents points de rendez-vous dans des quartiers proches et l'usine, et le soir entre l'usine et un carrefour à l'entrée de la zone industrielle où elles trouvent lumière, passages et surtout transports collectifs (grands taxis, bus et petits taxis) à peine deux kilomètres plus loin pour 2,5 dirhams par trajet.

- 29 La plupart des ouvrières ne font jamais seules le trajet entre leur domicile et l'usine. Elles sont accompagnées par un homme de la famille depuis la maison jusqu'au moyen de transport adopté (bus de l'usine ou bus de la ville, taxi collectif, groupe d'ouvrières se rendant à pied à l'usine) et au retour, elles sont attendues à ces mêmes points de rencontre pour rallier le domicile et parcourir les quelques centaines de mètres qui les en séparent. Pour cela, l'arrivée massive des téléphones mobiles y compris chez les ouvrières analphabètes a facilité l'organisation mais n'a pas supprimé la dépendance à un tiers masculin.
- 30 Sans homme disponible, une autre stratégie est celle du groupe de femmes. Ainsi, les ouvrières se donnent des lieux de rendez-vous dans leur quartier (au pied de la maison de celle qui n'a pas d'homme à la maison ou de voisin disposé à l'accompagner) et partent à six ou sept vers l'usine. Elles espèrent se protéger en marchant en « grande foule » selon l'expression d'Ouarda pour qualifier son groupe. De tels modes d'organisation pour se rendre à l'usine et en revenir sont une forme de résistance à l'insécurité qui caractérise leurs trajets. En étant nombreuses, elles se sentent davantage protégées des agressions qui les terrorisent : « Pour rentrer, on a souvent peur, et c'est la panique le jour de la paye » explique encore Ouarda. En revanche, elles n'évitent pas de cette façon le harcèlement verbal qui s'avère une autre caractéristique de leurs déplacements.
- 31 Souvent taxées de légèreté de mœurs, appelées « Bint al maâmil » (filles des usines) sur le ton de l'injure, les ouvrières estiment qu'elles ne jouissent pas d'une bonne réputation

dans la société. Se déplacer en groupe quand elles ne peuvent se faire accompagner par un mari, un frère ou un père permet alors aussi de défendre leur honneur, en montrant ostensiblement qu'elles sortent pour aller travailler (activité jugée très honorable) et non pour salir leur réputation en rencontrant un homme « et perdre leur dignité avec lui » (Houria). C'est notamment le cas rapporté par Fatima au sujet d'Asmaa, une ouvrière originaire de Tanger : « Tu sais, par exemple, notre copine Asmaa passe tout le temps dans la rue avec son badge à la main pour que tout le monde voie et comprenne qu'elle travaille. Pourtant, l'autre jour, un jeune du quartier a commencé à traiter les filles du quartier de putes au moment où elle passait. Ils ne font que zoomer sur les filles au lieu d'aller travailler. »

32 D'ailleurs, elles font souvent pression pour que les moyens de transport collectifs mis en place par les usines, comme c'est souvent le cas à la Zone Franche de Tanger, soient exclusivement féminins ou masculins<sup>14</sup>. Ce double poids de la peur de l'agression et de la préservation de l'honneur ne leur fait cependant pas renoncer à aller travailler. Elles s'organisent donc et affirment ainsi leur visibilité dans la ville, tout en cherchant à tout prix à se conformer en apparence à ce qui est attendu d'une femme « honorable » en passant inaperçues, quand bien même elles souhaiteraient dans certains cas être remarquées. Ainsi Zohra, 42 ans, célibataire et vivant chez ses parents, a mis en place une stratégie avec des collègues d'usine en évitant au maximum de sortir en dehors des trajets domicile/travail sauf pour quelques courses dans le quartier. Pourtant, « le pire dans ce travail, affirme-t-elle, c'est de rester célibataire car on est absorbées par le travail de l'usine, on rentre très tôt dans l'usine et on sort très tard épuisées. Personne ne nous voit, on a aucune marge de temps libre pour les bonnes occasions et les rencontres ». La ville et le temps libre seraient pour Zohra synonymes de promesse d'une rencontre et d'un mariage à la clé. Mais elle n'a encore pu faire la bonne rencontre, d'autant que sa préoccupation majeure est de faire « le trajet en groupe, parfois avec un ou deux ouvriers que nous supplions de nous accompagner pour dégager ces personnes de notre chemin ». Cette contradiction entre vouloir à la fois passer inaperçue et se faire remarquer pèse lourd sur leurs épaules et dans leur relation à la ville : elles hésitent souvent entre sortir librement ou rester chez elles. De fait, les réactions que leur présence suscite dans la rue peuvent varier et les atteindre profondément par la suspicion et la pression qu'elles exercent sur leur moralité, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes femmes célibataires. Ainsi, Samira raconte : « Quand Fatima s'est cassé le pied, comme il était déjà 23 heures 15, je l'ai accompagnée à l'hôpital. En attendant le taxi, tout le monde nous regardait bizarrement parce qu'on était habillées juste de vêtements de maison (pyjamas) et c'est à notre retour à 1 heure 30 du matin de l'hôpital, en voyant Fatima avec le pied plâtré qu'ils sont partis — Pourquoi ? — Parce qu'ils croyaient que nous étions parties pour passer la nuit avec des hommes. »

33 Les activités hors travail sont relativement restreintes. De fait à Rabat, aucune d'entre elles ne parle de découvrir la ville ou de sortir pour flâner ou déambuler sans but précis. Un dicton populaire marocain affirme que « la personne convenable est celle qui sait commander ses pieds » (cité par Boughali, 1974, p. 55) ; autrement dit, rester chez soi, ne pas aller n'importe où. Ainsi leurs déplacements hors travail se concentrent sur leur quartier. Elles consacrent une bonne partie de leur temps libre des fins de semaine aux travaux ménagers qui demandent du temps comme la lessive (qu'elles font à la main la plupart du temps, ou à l'aide de machines semi-automatiques), ou le grand ménage (sortir les tapis...). Lorsqu'elles ont terminé, elles se rendent au hammam, ce qui leur prend en

général environ deux heures, seul moment de la semaine qu'elles se dédient. Mais contrairement à l'usage des hammams en Europe ou dans les grands hôtels internationaux marocains, ou encore celui qui est pratiqué par les femmes marocaines de milieux aisés pour qui le hammam est un lieu de détente et de bien-être, il s'agit pour les ouvrières rencontrées d'un simple besoin pratique : avant tout simplement se laver, car leurs conditions de logement étant souvent très précaires, elles ne disposent pas de salle de bain. En général, les ouvrières s'y rendent avec une ou plusieurs femmes de leur famille ou leur fille. D'ailleurs elles privilégient le hammam du quartier car il est proche. Et elles n'en changent jamais.

- 34 La fréquentation des espaces du quartier est pour certaines ouvrières la seule occasion de pratiquer l'espace public urbain. Certaines d'entre elles avouent qu'elles souhaiteraient parfois quitter l'espace de l'interconnaissance, mais elles ne se l'autorisent que rarement. D'autres ouvrières au contraire profitent des fins de semaine pour sortir du quartier et négocier leur fréquentation d'espaces dans lesquels elles trouvent des temps d'autonomie et de liberté.

## Une négociation basée sur la réinterprétation des codes sociaux

- 35 L'exigence de se faire respecter passe en particulier par les vêtements. Les ouvrières rencontrées à Rabat portent toutes une djellaba colorée et un foulard assorti. À la fois pratique, peu onéreuse et facile d'entretien, cette tenue permet aussi d'éviter des frais de coiffeur et ne nécessite pas une garde-robe très fournie. Autres avantages, elle est « traditionnelle », cache les formes féminines et est donc particulièrement « irréprochable ». Elle est spécialement inclusive, dans les quartiers populaires, passe-partout même, ou presque, car elle est quasiment la seule à être portée par les femmes depuis la puberté jusqu'à la vieillesse.
- 36 Cette tenue est significative aussi du point de vue de la construction de l'identité des ouvrières en tant que femmes adhérant à la norme sociale en vigueur de la « respectabilité ». En effet, les femmes rencontrées cherchent à se distancier de l'identité d'ouvrière, encore très disqualifiée dans la société marocaine, en projetant plutôt l'image socialement et culturellement valorisée de « la » femme épouse et/ou mère qui tient bien son rôle reproductif, en s'occupant de son foyer, de ses enfants et de son mari, c'est-à-dire en ayant une maison propre (nécessité de sortir les tapis le dimanche pour montrer au voisinage que le grand ménage est fait régulièrement), en se faisant complimenter sur sa cuisine, en entretenant le linge correctement... et en respectant une attitude empreinte de pudeur lors des sorties, aussi rares que possibles. Les ouvrières cherchent ainsi à coller à l'idéal conservateur de féminité, tout en assumant pleinement les doubles journées. Le défi est d'autant plus complexe qu'elles veulent se montrer « parfaites » sur tous les plans afin de ne pas nourrir les idées reçues sur elles, en particulier l'image tenace de « fille facile » qui leur est arbitrairement attribuée. Écartelées entre deux représentations essentialistes, celle de « la femme d'intérieur » et celle de « la femme des rues » (désignant par extension les prostituées), elles choisissent d'afficher publiquement leur conformité à la première, de manière à faire oublier leur condition d'ouvrière, mal considérée. Ce choix ne parvient cependant pas à masquer leur frustration de manquer de temps pour s'acquitter de leurs tâches domestiques. Nombreuses sont en effet celles qui

disent affronter de fréquentes disputes conjugales, surtout lorsqu'elles n'arrivent pas à temps pour cuisiner pour leur mari.

- 37 L'adhésion stratégique des ouvrières à une norme stéréotypée de la féminité s'inscrit dans des rapports sociaux de sexe inégalitaires, encore légitimés par l'environnement institutionnel malgré les réformes de la Moudawana et les pressions soutenues des mouvements féministes et des groupes de femmes. D'ailleurs l'État marocain n'hésite pas à se positionner sur la façon dont les femmes « bien » doivent se vêtir. Ainsi, il est largement admis, y compris dans les plus hautes sphères de l'État, qu'un vêtement « traditionnel » préserverait davantage des agressions qu'un vêtement « moderne ». En témoignent les statistiques scandaleuses publiées par le ministère marocain des Affaires sociales en mars 2013 distinguant le nombre de viols commis sur des femmes selon qu'elles portent des « vêtements traditionnels » ou des « vêtements modernes » (cette dernière catégorie étant majoritaire dans les statistiques qui ne fournissent aucun élément méthodologique de recueil des données ni de construction des catégories). Dans ces conditions, comment ne pas lire ici aussi l'uniforme des ouvrières, à l'instar des femmes des milieux émergents mais avec des caractéristiques différentes, comme une stratégie leur permettant l'accès à l'espace public, voire comme un « stratagème pour s'[y] maintenir » (Semmoud, 2012) et s'y faire traiter avec égard ?
- 38 Les ouvrières s'organisent également pour réaliser leurs déplacements en fonction des « images guides » (Chombart de Lauwe, 1970) de la ville qu'elles ont en tête, qui les orientent dans leurs comportements et vers des lieux dans lesquels elles se sentent bien, limitant leur vie au travail, qu'il soit à l'usine ou domestique. La première obligation est le ravitaillement qu'elles effectuent en général dans leur quartier en rentrant de l'usine le soir auprès de marchands de légumes ambulants ou à l'épicerie près de leur domicile : « Dans ce quartier, c'est bien parce qu'on trouve tout ce qu'on veut, des épiceries, des crèmeries, on trouve tout ce dont on a besoin pour les légumes et tout ça », explique Hafida. Les prix sont adaptés à la clientèle et, à Rabat, elles ne cherchent donc pas à aller plus loin pour faire de bonnes affaires. À Tanger en revanche, les ouvrières rencontrées se rendent en groupe le samedi matin au marché des fournisseurs parce qu'il se situe à côté de leur quartier de résidence : « Nous achetons la nourriture au marché de gros à côté. On achète les légumes en gros et puis on divise le prix entre copines », témoigne Touria, ouvrière de 50 ans. Elles s'y rendent à tour de rôle en petit groupe et font ainsi des économies.
- 39 Plutôt rares sont les ouvrières qui, à l'instar de Hafida, visiblement beaucoup plus curieuse de la ville que ses collègues de travail, s'aventurent dans des lieux où « elles n'ont pas de raison d'aller ». Il faut dire que Hafida cherche à sortir de son monde social habituel pour, le week-end, créer l'intimité familiale que ses conditions de logement ne lui offrent pas. Mariée depuis cinq ans, elle n'a jamais habité avec son mari qui vit dans un village à 30 kilomètres de Rabat, alors qu'elle partage une chambre avec son fils de quatre ans au rez-de-chaussée de la maison familiale. Les sorties en ville, loin de l'espace de l'interconnaissance, sont les seules occasions d'intimité en cellule familiale resserrée. Ce qu'elle cache en utilisant l'anonymat relatif dont elle jouit à la médina, est son intimité avec son mari. Paradoxalement, elle ne peut avoir d'échanges vraiment personnels, complices avec lui que dans l'espace public, loin de la sphère privée familiale trop intrusive dans son couple. Ainsi, elle se rend parfois à la plage de Rabat, se promène avec son mari et son fils le long du Bouregreg. Elle est en outre une des seules à se rendre de temps à autre à l'Agdal, quartier aisé et « occidentalisé » de Rabat, abritant des

administrations, des commerces aux enseignes internationales, des cafés et des restaurants branchés pour la bourgeoisie locale et les expatriés (de nombreux Européens y ayant d'ailleurs élu résidence) : « Ça ne m'empêche pas d'aller ailleurs comme à l'Agdal même si ce n'est pas pour acheter, si c'est juste pour une promenade. Il n'y a pas de quartier où on ne peut pas aller, qui sont des quartiers de luxe où on ne pourrait pas aller. On marche là où on veut », s'exclame-t-elle.

40 Cette affirmation est démentie par l'expérience de Bouchra lorsqu'on lui demande si elle se rend parfois dans le quartier du marché aux fleurs de Rabat, autre quartier assez aisé de la ville. Sa condition sociale défavorisée semble lui interdire de se rendre dans un tel endroit :

41 «- Est-ce que tu connais la place Pietri ?

42 Le marché central ?

43 Non, l'ancien marché aux fleurs.

44 - Non, j'ai pas envie. Je n'ai jamais mis mes pieds là-bas sauf quand je suis dans le taxi. Mais ça ne m'intéresse pas. J'ai pas d'argent. Quand on passe à côté des fleurs, il faut acheter. Et comme je n'achète pas, il ne faut pas toucher, il ne faut pas regarder. Tu sais, les gens-là, ils sous-estiment les gens qui passent sans rien acheter, parce qu'ils n'ont pas d'argent. Le mieux, c'est de ne pas passer à côté quand on n'a pas d'argent. Je sens que les gens vont me regarder de travers. Tu regardes, tu touches, tu vois, ce n'est pas normal. C'est pas faisable. »

45 Rien n'interdit formellement à Bouchra de s'y rendre, sinon sa conscience de classe vis-à-vis des mécanismes, le plus souvent tacites, de l'exclusion sociale. De fait, à l'Agdal, malgré ses affirmations, Hafida ne se sent pas à son aise car l'environnement est différent du sien, les personnes ne sont pas d'extraction populaire et n'ont pas les mêmes référents culturels ; ce quartier lui est donc nettement moins proche que celui de la médina. Elle ne s'arrêterait d'ailleurs pas pour y boire un café ou un thé comme elle le fait à la médina car elle ressent de plein fouet la « modulation des codes d'usages » (Navez-Bouchanine, 1992) des différents quartiers de la ville. Sa tenue qui l'« invisibilise » dans son quartier et à la médina, contribuant ainsi à l'inclure, la distingue au contraire à l'Agdal et l'identifie comme issue d'un quartier populaire, voire l'assimile à une domestique, métier qu'elle abhorre et qu'elle considère statutairement inférieur à l'emploi d'ouvrière d'usine qu'elle occupe. Parfois, au contraire, les ouvrières cherchent à se distinguer de ces codes qu'elles jugent « exogènes » en valorisant les leurs et en dénigrant ceux des quartiers plus chics. C'est le cas de Bouchra à nouveau : « Agdal est sale. Ça ne m'intéresse pas. J'ai un enfant qui est né à l'hôpital Souissi. Quand je suis allée récupérer son acte de naissance, c'était à l'arrondissement d'Agdal. Quand j'y suis allée, j'ai vu les filles habillées un peu nues et tout, et ce n'est pas mon style. Et puis il y a des jeunes filles qui sortent avec des garçons et pour moi, ce n'est pas mon endroit. Ça ne me correspond pas. Les gens là-bas ne sont pas bien. Ce n'est pas un problème de sécurité. »

46 Lorsque, malgré la différence des codes d'usage et de valeurs, une ouvrière se rend à Agdal, la déambulation est vue comme la seule option car ce quartier ne possède pas de banc dans la rue. Le rare endroit où il est possible de s'asseoir est la station de tramway : « C'est un espace sécurisé, propre, éclairé, élégant, et il n'y a pas d'autre endroit pour se reposer tranquillement », témoigne aussi Haimoud, ouvrière de 58 ans, qui s'assoit souvent à cette station de tramway.

- 47 Lieu de repos gratuit, la station est située à un endroit stratégique d'où l'on peut observer le ballet des véhicules qui l'entourent et l'activité piétonne liée aux arrivées et aux départs des rames. Personne ne lui demandera rien. Elle pourrait tout à fait attendre une connaissance ou un tramway. Sa légitimité à rester dans l'espace public et à l'occuper est ainsi acquise. Protégée, sécurisée par le fait que la station n'est jamais un endroit désert, Haimoud affirme son droit à l'espace public en occupant l'arrêt de tramway, dont les caractéristiques sont uniques dans le quartier. Inauguré en mai 2011, le tramway a fait surgir de nouveaux lieux, les stations, qui se présentent comme de véritables espaces publics ouverts à tous, et dont notamment les femmes des milieux populaires semblent s'être saisies, tout comme elles l'avaient fait avec les restaurants Mac Donald à leur ouverture dans les années 1990 au Maroc (Davis Taïb, 1995). Les centres commerciaux qui se multiplient autour des supermarchés Marjane attirent aussi les ouvrières. Elles souhaiteraient pouvoir y faire leurs courses, pousser un caddie, ce qu'elles considèrent d'ailleurs comme la preuve d'une réussite sociale, mais elles sentent bien que ce lieu n'est pas prévu pour elles, et ne s'y sentent pas vraiment à leur place. Ainsi certaines s'y rendent parfois malgré tout « même si ce n'est pas pour acheter, si c'est juste pour une promenade. On peut aller à Marjane, même si c'est cher, très cher, mais juste pour regarder. On n'est pas obligée d'acheter », affirme encore Hafida, alors que Touria proteste qu'elle ne va *jamais* à Marjane : « C'est vraiment trop cher, et puis je ne veux pas m'éloigner du quartier. Alors pourquoi y aller ? » Même son de cloche chez Aziza : « Pourquoi j'irais dans d'autres quartiers ? Je ne vois pas l'intérêt d'y aller sauf si j'ai une bonne raison de le faire. »
- 48 Ainsi, contrairement à d'autres femmes de milieux populaires sans activité salariale envahissante (Ait Mous, 2011), les ouvrières n'explorent pas la ville, même quand elles sont à la recherche d'un travail puisque pour cela elles se rendent uniquement dans les zones industrielles. Fadma Ait Mous (2011) a relevé à Casablanca chez des femmes au foyer une pratique de la ville très large, toujours guidée par des besoins familiaux, les faisant rechercher dans différents quartiers les meilleures affaires pour gérer au mieux le budget. Pour les ouvrières mariées de Rabat et de Tanger, rien de cela : leur territoire est largement déterminé par le triangle domicile, quartier et travail.
- 49 Les ouvrières expliquent qu'elles se déplacent de temps à autre « en ville » parce qu'il *faut* y *aller* pour les courses, première et souvent unique occupation dans le quartier, on l'a vu, mais également hors du quartier et hors temps de travail, ou éventuellement pour visiter la famille. « Autrement, je n'ai aucune raison pour aller dans d'autres quartiers », explique ainsi Fatima de Tanger. Même témoignage de Touria : « Je dois aller à la médina environ une fois tous les deux mois pour acheter les épices et les vêtements pour ma fille. » Et d'ailleurs, poursuit Fatima : « Je ne connais même pas certains quartiers de la ville, je ne connais que quelques quartiers populaires, je ne vais que dans les quartiers pas chers comme le mien pour faire des courses. » C'est aussi le souci de Hafida qui raconte qu'avec son mari, le dimanche « on change d'air, on se promène ici et là. On va à la médina, ou on va parfois dans un café de la médina et on prend un café ensemble. Et on revient pour 18 heures ou 18 heures 30. Pour moi, je cherche à aller dans des lieux économiques, qui sont en compatibilité avec notre pouvoir d'achat ».
- 50 Dans ces conditions, la médina reçoit tous les suffrages. À Rabat, presque toutes les ouvrières disent s'y rendre régulièrement même si cela n'est pas très fréquent. C'est le seul quartier cité systématiquement hors de leur quartier d'habitation. Elles n'expriment pas ouvertement leur attachement à cet endroit, malgré le plaisir évident qu'elles

prennent à en parler. Elles soulignent qu'elles s'y sentent bien, qu'il y a beaucoup de nouveaux produits à découvrir, de l'animation et des rencontres à faire, et aussi que les prix y sont en adéquation avec leur capacité d'achat.

- 51 Le prétexte de la vie familiale, la familiarité des normes de comportement et le niveau de vie équivalent font de cet espace commercial un territoire populaire dont la médina constitue le point central d'attractivité. Il permet de sortir de l'interconnaissance du quartier, mais préserve l'entre-soi social et économique et les balises des codes de comportement que les ouvrières issues d'une couche sociale défavorisée disent souhaiter respecter.
- 52 En effet, l'insécurité générale que ressentent les ouvrières, et qu'elles attribuent à leur condition de femmes, ne leur laisse pas développer un désir d'anonymat comme le font d'autres femmes de milieux plus favorisés (Semmoud, 2012 et Davis Taïeb, 1995). Elles préfèrent rester dans des lieux dont elles maîtrisent les codes, où elles se sentent tranquilles ; ceux-là mêmes qui, en raison de l'atmosphère familiale qui y règne, notamment grâce à la présence d'enfants, confèrent une légitimité à leur présence. En outre, elles ont si peu de temps pour se détendre, qu'elles ne voient pas pourquoi elles risqueraient l'aventure de visiter des endroits qu'elles ne connaissent pas et où on les jugerait « pas à leur place » en raison de leur statut social reconnaissable à leur vêtement. Bouchra, responsable syndicale dans une usine de Rabat, résume la situation de nombre d'entre elles, à la fois contrainte, autocontrainte et alibi : « Les occupations hors travail sont surtout des occupations domestiques. » Leila Bouasria (2013, p. 266) note dans son enquête sur les ouvrières de Casablanca que les sorties des ouvrières mariées sont le principal motif de dispute avec leur mari, et ne sont considérées comme « légitimes que dans trois configurations spécifiques : durant l'absence du mari du foyer, quand elles ont un but pratique, et quand elles sont précédées d'une permission ». Les courses familiales entrent ainsi dans la seconde catégorie qui les justifie.
- 53 Les ouvrières redoutent par ailleurs de fréquenter les quartiers centraux qu'elles pratiquent par nécessité et à reculons pour leurs démarches administratives, comme le renouvellement de leur carte d'identité par exemple. Cette peur est autant due au fait qu'elles ne sont pas familières des espaces administratifs qu'à la difficulté que représente pour elles toute démarche puisqu'elles sont en grande majorité analphabètes. Et il faut noter qu'à cette peur de l'écrit, de ne pas comprendre, de se tromper, à la honte parfois de ne pas pouvoir signer ou lire les documents qu'on leur remet, s'ajoute la crainte, à raison, de devoir payer pour avoir accès aux documents. Ainsi, pour obtenir un formulaire de renouvellement de carte d'identité, elles doivent payer l'employé, ce qui est bien entendu illégal. Mais sans ressource sociale pour les aider dans ces démarches, elles se soumettent à la petite corruption quotidienne qui grève leur budget déjà serré. Les quartiers du centre-ville sont ainsi dans leur imaginaire comme des repères de fonctionnaires malhonnêtes, ce qui accentue leur sentiment d'insécurité, la distance symbolique et sociale, et leur rejet de ces quartiers où elles ne se rendent donc que par absolue nécessité et le moins souvent possible.
- 54 L'idée même de sortir sans rien acheter ne fait pas partie de la façon dont, généralement, les ouvrières envisagent leur rapport à la ville. Même les « promenades » ont une vocation d'achat. Presque aucune ne parle de fréquenter les jardins publics, pourtant des lieux très populaires et très pratiqués au Maroc (Gillot, 2003). Quand elles en parlent, elles se réfèrent au jardin de leur quartier et considèrent que cela fait partie du temps familial, de celui qu'elles donnent à leurs enfants, mais pas du temps pour elles, alors qu'elles y

rencontrent parfois des amis ou de la famille. Ainsi Touria se rend parfois au Mini Parc Youssoufia près de chez elle bien que ses filles soient maintenant grandes. Mais elle n'en parle toutefois pas comme d'un loisir, comme s'il était impensable, voire inconvenable d'avoir des loisirs. Il est frappant de noter que si les ouvrières de Rabat citent presque systématiquement la médina et notamment l'entrée par le marché central (Bad el Had), elles ne font jamais allusion au parc Nouzhat Hassan qui se trouve à deux pas de là, qui est largement fréquenté par des couches populaires de passage dans le centre-ville et gratuit de surcroît. De même, aller dans des quartiers où elles ne peuvent pas se cacher derrière le prétexte de faire des courses n'est pas non plus envisagé, même pour aller au jardin public, contrairement à ce qui avait été observé au Caire (Gillot, 2006).

- 55 Le seul lieu public ouvert dans lequel, finalement, elles assument pleinement la détente et le loisir est la laiterie (ou crèmerie). Il s'agit d'une sorte de petite épicerie qui possède quelques tables où l'on peut boire un jus de fruit, un thé ou un café. Là, les ouvrières passent parfois un peu de temps après le travail quand elles n'ont pas d'enfant ou le dimanche si leurs enfants sont dans leur famille, ou après le hammam. Mal acceptées au café où l'on ne trouve que des hommes, les ouvrières réinventent le café pour femmes en détournant la sortie pour achats familiaux à l'épicerie. Elles en profitent parfois pour rester assises au vu de tous, échanger et discuter. La principale raison pour laquelle elles se sentent en droit de le faire, est qu'elles ne disposent souvent pas de salon chez elles. Or, à la laiterie, elles sont dans un espace familier, public, et c'est paradoxalement ce qui leur permet de développer des moments d'intimité où elles pourront parler loin des oreilles intrusives des autres membres de leur famille, sans remettre en cause leur réputation, puisque toutes les personnes qui passent dans la rue peuvent les voir. Se rendre à la laiterie est très prisé par les ouvrières, même si une fois encore elles n'assimilent pas du tout ce moment à du loisir, mais bien à un temps familial puisqu'il est lié au fait d'aller faire quelques courses pour le foyer. Bien qu'elles doivent s'affirmer pour fréquenter les laiteries, les ouvrières du textile rencontrées sont toutefois bien loin des mouvements féministes qui à l'occasion du 8 mars envahissent les terrasses des cafés du centre-ville et de l'Agdal et commandent des « *noss-noss*<sup>15</sup> » ; une stratégie adoptée par les féministes de milieux aisés et intellectuels pour revendiquer leur droit à rester dans la ville sans être considérées comme des prostituées et ainsi élargir leurs espaces de visibilité dans l'espace public. Or on observe au Maroc comme dans de nombreux pays, un fort décalage entre, d'une part les combats féministes portés par des femmes éduquées parlant le français ou l'anglais, qui possèdent le capital culturel et social suffisant pour négocier d'égal à égal avec les dirigeants pour la promulgation de la constitution, la réforme du code pénal ou du code de la famille, et d'autre part, les revendications des ouvrières qui estiment largement que ces combats « ne les concernent pas ». Dans nos enquêtes, une écrasante majorité de femmes ne se sent pas concernée par la question de l'égalité entre hommes et femmes, ni même par les revendications des groupes féministes locaux ou nationaux, même si plusieurs reconnaissent avoir été régulièrement discriminées du fait de leur sexe. C'est que, pour les ouvrières de notre étude, le combat est ailleurs : il passe par leur volonté de se voir pleinement reconnues comme des « femmes respectables », une quête identitaire indissociable de leur lutte quotidienne pour la survie, ce qui a une incidence directe sur leur territorialisation.

## Un positionnement spatial en archipel

56 Les ouvrières, tout en affirmant qu'aucun lieu ne leur est interdit, ne fréquentent la ville qu'à travers de petits espaces bien précis liés à la vie familiale, conformes à ce qu'elles croient qu'il est attendu d'elles en tant que femmes « bien », ce qui légitime leur présence. En somme, elles possèdent un territoire circonscrit à quelques lieux, dans lequel elles se déplacent « en sauts de puce » sans créer de lien continu entre les quartiers, comme si ceux-ci étaient totalement disjoints et la ville un tableau en pointillés. De fait, leur territoire s'apparente à un archipel composé de trois espaces essentiels : le quartier du domicile qu'elles ne pratiquent pas dans sa totalité, l'usine et les lieux commerciaux hors du quartier qui revêtent une importance fondamentale pour la mise en œuvre de leur volonté de s'éloigner des espaces de l'interconnaissance tout en gardant un alibi fort pour le justifier. Malgré les contraintes et les maux dont elles souffrent, les ouvrières du textile s'imposent comme des actrices prêtes à tenir tête aux dirigeants d'usine qui les exploitent et prêtes à moduler leur application des normes sociales en fonction de leur désir d'autonomie. Les grèves dans les usines, leur recherche d'indépendance « douce » et leur volonté de se voir reconnues comme des femmes « honorables » en sont l'expression. Les multiples rapports de pouvoir avec lesquels elles doivent composer leur offrent finalement peu d'occasions d'évoluer librement en ville. Et pourtant, elles instrumentalisent les normes sociales et leurs identités multiples et croisées (femmes au foyer, de classe ouvrière, moralement irréprochables, religieuses et contribuant au bien-être familial à titre de « gagne-pain ») pour fabriquer des espaces de liberté et imposer leur emploi du temps, leur présence dans les espaces publics et les transports collectifs, les lieux qu'elles veulent fréquenter. Car ce sont les multiples frottements, négociations et autres petites transgressions qui créent de la liberté sans exclure du groupe social. Autant de signes d'autonomisation qui se découvrent dans l'interrelation avec les guides d'action et de représentations qu'elles ont intériorisés. D'ailleurs tout ce que font les ouvrières, partout où elles vont, est empreint d'une valeur fondamentale : « être respectées », une préoccupation morale qui traduit ainsi leur conscience d'être stigmatisées et discriminées par la société ; et partant leur volonté d'y résister. Malgré la pression quotidienne vécue au travail, les conditions de leurs déplacements et le caractère plus ou moins hostile des lieux qu'elles fréquentent, les ouvrières instrumentalisent les normes sociales pour se vêtir, travailler, se déplacer à « des heures inhabituelles pour des femmes ». Plus encore, elles utilisent le différentiel de réputation des quartiers pour mieux exercer leur liberté dans leurs déplacements qu'elles justifient par les contraintes familiales, autant d'alibis et d'adaptation de leurs pratiques aux contraintes et usages sociaux par lesquels elles prennent place dans les espaces urbains et s'y maintiennent.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Abu-Lughod L., 2008, *Writing Women's Worlds: Bedouin Stories*, Berkeley, University of California Press.
- Ait Mous F., 2011, « Portrait d'une ménagère casablancaise », dans Péraldi M. et Tozy M. (dir.), *Casablanca. Figures et scènes métropolitaines*, CJB-Karthala-CM2S, pp. 47-65.
- Baudrillard J., 2003, « Modernité », Paris, *Encyclopædia Universalis*.
- Bessis S., *Statuts des femmes au Maghreb*, Association du Manifeste des libertés. Enjeux de société et fractures, Femmes sous lois musulmanes <http://www.wluml.org/node/4962>, site consulté le 12 avril 2013.
- Bilge S., 2009, « Théorisations féministes de l'intersectionnalité », *Diogenes*, 1 (225), pp. 70-88.
- Bodinier D., 2010, « Les transformations des espaces urbains dans les villes maghrébines », <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-8298.html>
- Bouasria L., 2013, *Les ouvrières marocaines en mouvement*, Paris, L'Harmattan.
- Boughali M., 1974, *La représentation de l'espace chez le Marocain illettré*, Casablanca, Afrique Orient.
- Chombart de Lauwe P. H., 1970, *Des hommes et des villes*, Paris, Payot.
- Collins, P. H., 1990, *Black Feminist Thought: Knowledge, consciousness, and the politics of empowerment*, Boston, Unwin Hyman.
- Combe J., 2001, *La condition de la femme marocaine*, Paris, L'Harmattan.
- Corbeil C. et Marchand I. (dir.), 2010, *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique sociale diversifiée*, Montréal, les éditions du remue-ménage.
- Crenshaw K. W., 1995, « Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of colour », K. Crenshaw, N. Gotanda, G. Peller et K. Thomas (dir.), *Critical Race Theory: The Key Writings that Informed the Movement*, New York, New York Press, pp. 357-383.
- Davis Taïeb H., 1995, « Là où vont les femmes. Notes sur les femmes, les cafés et les fast food au Maroc », *Monde arabe contemporain*, Cahiers de recherche n°4, GREMMO, numéro spécial « Espaces publics, expression du politique », pp. 1-18.
- Détrez C., 2007, « Alain Roussillon, Fatima-Zahra Zryouil, Être femme en Égypte, au Maroc et en Jordanie », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 7 janvier 2007, consulté le 12 avril 2013. URL : <http://lectures.revues.org/359>
- Fougeyrollas-Schwebel D., Lépinard E. et Varikas E., 2005, « Introduction », *Cahiers du genre*, n° 39, pp. 5-12.
- Frotiée B., Guérin I., Jarry-Omarova A., Lacombe D., Marteu E., 2011, Le genre globalisé. Cadres d'action et mobilisations en débat (Forum Les Révolutions du « Printemps arabe »), *Cultures et Conflits*, n° 83.
- Gillot G., 2006, « Du paradis à Dream Park, les jardins dans le monde arabe : Damas, Le Caire, Rabat », *Annales de géographie*, n°650, pp. 409-433.

\_\_\_\_\_, 2003, « Espaces populaires, pratiques intimes. Les jardins publics au Caire, à Rabat et à Damas », *Géocarrefour : L'espace public au Moyen-Orient et dans le monde arabe*, J.-C. David (dir.), vol. 77 n° 3, février-mars, pp. 267-273.

\_\_\_\_\_, 2005, « Faire sans le dire. Les relations amoureuses au Caire », *Géographie et cultures*, n° 54, pp. 31-52.

Göle N., 2003, *Musulmanes et modernes : voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte.

Haraway D., 1998, « Situated Knowledge: The Science Question in Feminism and the Privilege of the Partial Perspective », *Feminist Studies*, 14, pp. 575-599.

Hatem M., 1993, « Toward a Critique of Modernization: Narrative and Middle East Women Studies », *Arab Studies Quarterly*, 15 (2), pp. 117-122.

hooks b., 1984, *Feminist Theory from Margin to Center*, Boston, South End Press.

Jaunait A. et Chauvin S., 2012, « Représenter l'intersection. Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales », *Revue française de science politique*, 1, vol. 62, pp. 5-20.

Khalil H., février 2013, « Corps, santé et pénibilité du travail des ouvrières à Casablanca », Rabat, Centre Jacques Berque.

Lacoste-Dujardin C., 2010, « Des femmes au Maghreb : regards d'une ethnologue sur cinquante ans d'études et de recherches », *Hérodote*, 1, n° 136, pp. 76-99.

Lieber M., 2011, « Le sentiment d'insécurité au prisme du genre. Repenser la vulnérabilité des femmes dans les espaces publics », *Métropolitiques*, 5 décembre 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Le-sentiment-d-insecurite-au.html>

Marchand I. et Ricci S., 2010, « Sexisme et racisme : la diversité ethnoculturelle, défi au mouvement féministe », Christine Corbeil et Isabelle Marchand (dir.), *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique sociale diversifiée*, Montréal, éditions du remue-ménage, pp. 65-92.

Marteu E., 2011, « Repenser l'extraversion », D. Lacombe et al. (dir.), *Le genre globalisé. Cadres d'action et mobilisations en débat*, *Cultures et Conflits*, n° 83, L'Harmattan, pp. 57-77.

Martinez A., 2008, « Les contributions féministes d'Amérique latine et des Caraïbes à l'approche intersectionnelle : traits d'union et lignes de fracture », *Revue en ligne Labrys. Études féministes*, 14, juillet-décembre 2008.

Moghadam V. M., 2007, « Féminisme, réforme législative et autonomisation des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : l'articulation entre recherche, militantisme et politique », *Revue internationale des sciences sociales*, 1, n° 191, pp. 13-20.

Mohanty C. T., 1988, « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *Feminist Review*, 30, pp. 61-88.

Monqid S., « Les femmes marocaines et la modernité urbaine », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], 18/2009, consulté le 5 avril 2013. URL : <http://emam.revues.org/225>

\_\_\_\_\_, 2011, « Les ailes lourdes : pratiques urbaines des femmes des quartiers défavorisés de Rabat », *Justice Spatiale/Spatial Justice*, n° 3.

Morris M. et Bunjun B., 2007, *Using intersectional feminist frameworks in research*, Ottawa, Canadian Research Institute for the Advancement of Women.

Navez-Bouchanine F., 1991, *Habitats, modèles socioculturels et appropriation de l'espace*. Thèse de doctorat d'État en sociologie, Université Mohammed V, Rabat.

-----, 1992, « Espaces publics des villes marocaines », *Annales de la Recherche Urbaine*, « Espaces publics », n° 57-58.

Rodary M., 2007, « Le travail des femmes dans le Maroc précolonial, entre oppression et résistance. Droit au travail ou accès aux bénéfices ? », *Cahiers d'études africaines*, 3, n° 187-188, pp. 753-780.

Roussillon A. et Zryouil F.-Z., 2006, *Être femme en Égypte, au Maroc et en Jordanie*, Paris/Le Caire/Rabat, Aux lieux d'être, CEDEJ/CJB, coll. « Documents ».

Said E., 1978, *Orientalism: Western Representations of the Orient*, London, Routledge & Kegan Paul.

Saïdi-Sharouz M., 2004, « Les mobilités quotidiennes des femmes de Téhéran : réalité et enjeux ». Texte initialement publié dans Sylvette Denèfle (dir.), *Femmes et Villes*, Collection Perspectives « Villes et Territoires », n° 8, Presses Universitaires François-Rabelais, Maison des Sciences de l'Homme, « Villes et Territoires », Tours, pp. 443-452.

Saïdi-Sharouz M. et Guérin-Pace F., 2011, « La mobilité quotidienne des femmes dans la ville de Téhéran : entre visibilité et invisibilité », *L'Espace géographique*, 2011/2 Tome 40, pp. 176-188.

Séchet R., 2012, « Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination. Morceaux choisis », *Espaces et sociétés*, n° 33.

Semmoud N., « La ville rend libre ? L'urbanité au féminin dans le Maghreb », *Égypte/Monde arabe*, Troisième série, n° 9, 2011, Gouvernance locale dans le monde arabe et en Méditerranée : Quel rôle pour les femmes ?, [En ligne], mis en ligne le 31 décembre 2012. URL : <http://ema.revues.org/index2991.html>. Consulté le 5 avril 2013.

Sen A., 1993, *Éthique et économie*, Paris, PUF.

Smith B. (dir.), *Home Girls: A Black Feminist Anthology*, New York, Kitchen Table, Women of Color Press, 1983.

Souiah S.-A. (dir.), 2005, *Villes arabes en mouvement*. Paris, Laboratoire SEDET-CNRS, L'Harmattan (Cahiers du Groupe de recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient - GREMAMO), n° 18.

Studer H., 2011, *Négocier la ville. La constitution de l'espace urbain par les filles et les femmes à partir du cas de Kasba Tadla, Maroc*. Thèse de doctorat. Universität Wien, Institut für Kultur-und Sozialanthropologie, Wien.

*Tel Quel*, n° 589, 11-17 octobre 2013, p. 10.

Zerari H., 2006, « Femmes du Maroc. Entre hier et aujourd'hui : quels changements ? », *Recherches internationales*, 3, n° 77, pp. 65-80.

image

## ANNEXES

Gaëlle Gillot (maître de conférences, géographie-aménagement, à l'IEDES/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. En accueil en délégation à l'IRD UMR 201, affectée à l'Université Mohammed V Agdal-Rabat, Maroc).

Andrea Martinez (Professeure titulaire, études féministes et développement international, Institut d'études des femmes & École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa, Canada).

## NOTES

1. En novembre 2012, un incendie a coûté la vie à 111 ouvrières et fin avril 2013, l'effondrement d'un immeuble abritant cinq usines de textile s'est soldé par la mort de plus de 600 autres employés, pour la plupart des femmes. Dans les deux cas, il y a eu violation des règles minimales sur le droit du travail.
2. Khalil, 2013.
3. Programme de recherche IRD-AIRD PEERS « Travail, femmes et ville au Maghreb » associant l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, l'Université d'Ottawa et l'Université Mohammed V Agdal- Rabat.
4. Les pratiques intersectionnelles remontent au tournant du dix-neuvième au vingtième siècle alors que se forment des alliances entre mouvements de femmes antiracistes et mouvements suffragistes (Martinez, 2008 ; Smith, 1983).
5. Nous avons délibérément omis le construit social « race » car, à la différence de l'industrie agro-alimentaire marocaine, qui embauche une main-d'œuvre provenant d'Afrique subsaharienne, le textile demeure un secteur pratiquement fermé aux populations issues d'autres pays. La migration y est essentiellement intérieure, les régions rurales fournissant l'essentiel du contingent salarié migrant.
6. De nouvelles dispositions juridiques sont à l'étude afin de punir le harcèlement sexuel envers les femmes dans la rue, leur reconnaissant ainsi le droit à user de la rue et des espaces publics sans être coupables des violences qui pourraient leur être faites.
7. L'impasse, la ruelle d'habitation.
8. La société urbaine est considérée depuis Ibn Khaldûn (*Muqqadima*) comme nettement « supérieure » à la société rurale ou nomade et est vue comme synonyme de « civilisation ». Encore aujourd'hui, les urbains des villes du monde arabe considèrent dans leur majorité que le degré de civilisation d'un État se mesure au niveau de développement de ses villes. D'ailleurs, les néo-urbains issus de l'exode rural sont généralement accusés de la dégradation du cadre et du mode de vie urbains (Souiah, 2005).
9. Comportement encore largement réprouvé par la société marocaine. En témoignent les slogans scandés lors de la manifestation à l'occasion de l'ouverture le 7 octobre 2013 à Rabat du procès des agresseurs présumés de deux lycéennes victimes de viol et d'agression sexuelle : « Les filles qui sortent le soir méritent le viol, et les mères qui laissent faire sont des prostituées ». (*Tel Quel*, n°589, 11-17 octobre 2013, p. 10).
10. 1 dirham = 0,089 euro. 1800 dirhams équivalent à peu près à 162 euros. 2000 dirhams équivalent à environ 180 euros en avril 2013.
11. De nombreuses ouvrières parlent de cette corruption dans les usines. Elles rapportent que pour obtenir le poste, elles ont dû donner entre 500 et 700 dirhams au contremaître. Certaines expliquent qu'il leur faut en outre, pour renouveler leur contrat, apporter le petit-déjeuner et le déjeuner du contremaître à l'usine, offrir des tissus à djellaba ou des foulards..., autant de « petits gestes » qui sont susceptibles de pérenniser leur emploi près de chez elles, et auxquelles elles se soumettent puisqu'elles y sont particulièrement attachées et en dépendent financièrement ainsi que leur famille.
12. Ville mitoyenne située au sud de Rabat.

13. Leila Bouasria (2013) dénombre quatre « types d'aide au travail domestique » de la part du conjoint: l'absence d'aide, l'aide masculine négociée, l'aide assignée ou occasionnelle et l'aide domestique masculine « privée », c'est-à-dire hors des regards des personnes autres que la famille nucléaire.

14. Dans certaines usines, les bus pour les femmes réalisent plusieurs rotations, ce qui provoque des temps d'attente, alors que les hommes moins nombreux partent tous dans un même bus.

15. Le « noss-noss » (moitié-moitié) est le café traditionnel au Maroc composé d'une moitié de café très noir et d'une moitié de lait avec la séparation bien visible dans le verre. Cette présentation dans un verre est considérée comme masculine, les femmes étant censées préférer une tasse avec une sous-tasse en porcelaine.